

Les Services Techniques

Pierre-Louis MARTY
Directeur des Services Techniques

☎. 04.73.44.01.09
mail. services.techniques@ville-aubiere.fr

V/Réf :
N/Réf :

LETTRÉ RECOMMANDÉE AVEC ACCUSE RECEPTION

Objet : Établissement « UCA – CEZEAUX – BIOLOGIE B »

Monsieur le Président,

Suite au passage de la Commission d'Arrondissement de sécurité contre les risques d'Incendie et de panique dans les ERP en date du **16 Février 2024** dans l'établissement cité en objet, je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint :

- 👉 Le rapport relatif à cette visite
- 👉 L'arrêté de maintien en fonctionnement de cet établissement

Aussi, la poursuite d'exploitation est conditionnée par la réalisation des prescriptions émises par la Commission d'Arrondissement de Sécurité dans des délais fixés sur l'arrêté joint.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes respectueuses salutations.

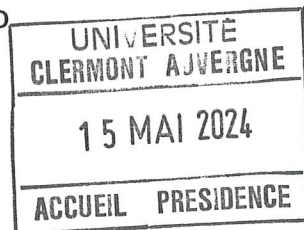
Le Maire,
Par délégation du Maire


Claude AIGUESPARSES
Adjoint à l'urbanisme

Aubière, le 13 Mai 2024

UNIVERSITÉ CLERMONT AUVERGNE
Monsieur le Président

49 boulevard François Mitterrand
63000 CLERMONT-FERRAND



Pôle métier
Groupement prévention
Établissements recevant du public

Réf. : PM/GP/DFM/CCA/D-2024-000411
Affaire suivie par :
Agent préventionniste SDIS 63
☎ : 04-73-98-65-50
📠 : 04-73-98-65-59
✉ : secretariat_S-Com@sdis63.fr

Groupe de visite de la commission d'arrondissement de sécurité

Code	E01400232-000
Établissement	UCA - CEZEAUX - BIOLOGIE B
Classement	Type R de catégorie 3
Adresse	5 impasse Amélie Murat - Campus des Cézeaux 63170
Commune	AUBIERE
Ouverture le	
Dernière visite périodique le	26/02/2021 ⇒ AVIS : Favorable
Date et type de visite	16/02/2024 Visite périodique
Prochaine visite périodique avant le :	16/02/2027

Propriétaire	Université Clermont Auvergne 49 boulevard François MITTERRAND 63000 CLERMONT-FERRAND
--------------	--

Fonctionnaire désigné (R143-16 du CCH pour un ERP Etat)	Monsieur Jean-Louis JULIEN UFR BIOLOGIE 1 impasse Amélie MURAT 63170 AUBIERE 04.73.40.79.24 j-louis.julien@uca.fr
--	--

Références :

Convocation écrite du : 15/01/2024

I- ÉLÉMENTS DESCRIPTIFS :

I-1 Historique :

L'implantation de cette activité dans ce bâtiment s'est faite en 1970.

Le 06/05/1993, la commission intercommunale de sécurité (CIS) effectue une visite périodique de contrôle de l'établissement. Elle relève un grand nombre de non-conformités (notamment concernant l'alarme, l'éclairage de sécurité, les moyens de secours, l'isolement des locaux à risques, le non-recoupement des circulations horizontales, l'obstruction des issues de secours). Elle semble émettre un avis défavorable au fonctionnement, maintenu en groupe de visite de la sous-commission départementale de sécurité (S/C ERP-IGH) du 10/12/1996. Avis levé en séance du 12/11/1997.

La mise en sécurité de l'établissement sans AT ni PC a reçu un avis favorable de la S/C ERP-IGH du 27/03/1997. Un échéancier de réalisation reçoit un avis favorable en S/C ERP-IGH du 24/04/1997. L'établissement est classé en type R de la 3^e catégorie.

La restructuration de l'animalerie autorisée par la DT 014 98 T 0047 a reçu un avis favorable de la S/C ERP-IGH du 30/07/1998 mais n'a jamais été réceptionnée. L'établissement reste classé en type R de la 3^e catégorie.

La restructuration du laboratoire BAPS et la mise en conformité des installations de gaz dans le bâtiment B autorisées par les autorisations de travaux n° AT 014 06 T 0001 et 0004 après les avis de la S/C ERP-IGH du 27/04/2006 ont été réceptionnées par la commission d'arrondissement de sécurité (CAS) du 20/04/2009. L'établissement reste classé en type R de la 3^e catégorie.

La création d'une issue de secours sur la passerelle centrale du bâtiment B autorisée par l'autorisation de travaux n° AT 014 06 T 0010 après l'avis de la S/C ERP-IGH du 28/09/2006 a été réceptionnée par la CAS du 20/04/2009. L'établissement reste classé en type R de la 3^e catégorie. A noter que cette issue n'existe plus aujourd'hui.

L'agrandissement de l'animalerie et la modification de cloisonnements autorisés par l'autorisation de travaux n° AT 014 07 G 0004 après l'avis favorable de la S/C ERP-IGH du 13/09/2007 n'ont jamais été réceptionnés (annulée et remplacée par l'AT 014 17 G 0034 - PC 063 014 17 G 0027).

Le réaménagement du hall de biologie B1 autorisé par l'autorisation de travaux n° AT 014 14 G 0030 après l'avis de la S/C ERP-IGH du 06/10/2014 a été réceptionné par la CAS du 24/02/2015. L'établissement reste classé en type R de la 3^e catégorie.

La restructuration du bâtiment B, autorisée par les permis de construire n° PC 014 17 G 0027 – AT 014 17 G 0034 et PC 014 17 G 0027 M01 – AT 014 19 G 0009 après les avis de la S/C ERP-IGH du 07/11/2017 et du 25/06/2019, a fait l'objet d'une visite de réception le 12/09/2019.

La commission de sécurité émet un **avis favorable au fonctionnement** de l'établissement depuis le 17/03/2006. La dernière visite périodique date du 26/02/2021.

Dérogation :

- Aucune.

I-2 Description de l'établissement :

Cet établissement occupe la totalité de 2 bâtiments (B1, B2) reliés par une passerelle à rez-de-chaussée sur sous-sol.

Il possède une façade accessible (Nord pour la totalité de B1 et la moitié Est de la façade Nord pour B2).

La hauteur du plancher bas du dernier niveau accessible au public est **inférieure** à 8 mètres par rapport au niveau d'accès des secours. La desserte est assurée par une **voie engins** depuis l'impasse Amélie Murat.

Il est isolé de tous **tiers en vis-à-vis** par éloignement à plus de 8 mètres.

L'établissement, à rez-de-chaussée sur sous-sol, est distribué de la façon suivante :

- **terrasse non accessible au public** : une zone technique sur B1.
- **au rez-de-chaussée B1 espace tertiaire commun** :
 - une réserve foncière de 53 m² ;
 - une salle de travail de 39,47 m² ;
 - une bibliothèque de 34,09 m² ;
 - une salle TP de 137,44 m² ;
 - 3 salles de réunion/visioconférence de 55,2 m², 22,43 m² et 22,37 m² ;
 - une salle de convivialité de 43,6 m² ;
 - 2 bureaux de 19,38 m² et 18,07 m² ;
 - la collection Fauré Frémiet de 11,85 m² ;
 - un local ménage.
- **au rez-de-chaussée B1 animalerie** :
 - des « hébergements » pour animaux ;
 - des locaux de stockage ;
 - des laveries ;
 - des locaux de recherche (chirurgie, autopsie, imagerie notamment) ;
 - un stockage d'azote liquide ;
 - des vestiaires ;
 - des bureaux ;
 - des sanitaires.
- **au rez-de-chaussée B2** :
 - 5 salles de TP de 76,26 m² à 130,19 m² ;
 - une salle d'exposition de 105,09 m² ;
 - une salle de consultation de 29,55 m² ;
 - 2 bureaux de 24,07 m² et 27,75 m² ;
 - une salle de préparation de 28 m² ;
 - une salle de culture de 11,69 m² ;
 - une laverie de 25,77 m² ;
 - 2 salles de stockage de 9,59 m² et 28,17 m² ;
 - une chambre froide de 9,4 m² ;
 - des sanitaires.
- **au sous-sol B1** :
 - des vides-sanitaires ;
 - un local téléphone de 16 m² (= baie informatique) ;
 - un local ~~compresseur~~ et compteur d'eau de 7 m² ;
 - un local CTA de 31 m² ;
 - ~~une sous-station~~ de 31 m² (échangeur thermique) ;
 - un poste de transformation de 31 m² (TGBT).
- **au sous-sol B2** :
 - des vides-sanitaires ;
 - un local CTA de 31 m².
- **à l'extérieur** :
 - un groupe électrogène (façade Ouest) ;
 - approvisionnement en gaz en façade Sud du B1 (citerne enterrée propane).

Le bâtiment est constitué d'une structure stable au feu de degré ½ heure pour ce qui concerne les éléments principaux. Les éléments de structure de la toiture sont stables au feu de degré ½ heure (toiture terrasse gravillonnée). Les planchers sont coupe-feu de degré ½ heure.

La distribution intérieure est un **cloisonnement traditionnel** coupe-feu de degré ½ heure pour les parois entre les locaux et les dégagements accessibles au public, les blocs-portes sont pare-flammes de degré ½ heure. Les parois entre les locaux accessibles au public et les locaux non accessibles au public à risques courants sont pare-flammes de degré ½ heure (cloisons vitrées coupe-feu de degré ½ heure, vitrages et allèges pare-flammes de degré ½ heure).

Les circulations sont recoupées tous les 25 à 30 mètres par des parois et blocs-portes pare-flammes de degré ½ heure.

Nota : l'animalerie conserve une partie de son cloisonnement réputé coupe-feu de degré ½ heure (briques plâtrières).

Le local considéré à **risques importants d'incendie** est le poste de transformation. Ce local est isolé par des murs et planchers hauts coupe-feu de degré 2 heures et par des blocs-portes coupe-feu de degré 1 heure, équipés de ferme-portes.

Les locaux considérés à **risques moyens d'incendie** sont la bibliothèque, le local ménage, les stockages de l'animalerie, les stockages STP3-02 (armoire ventilée pour stockage de produits inflammables), STP3-01, MU-01 et MU-02. Ces locaux sont isolés par des murs et planchers hauts coupe-feu de degré 1 heure et par des blocs-portes coupe-feu de degré ½ heure équipés de ferme-portes.

Nota : le local stockage Azote possède un détecteur de taux d'oxygène relié à l'extraction dédiée à ce local, avec témoin lumineux dans la circulation. Le local collection Fauré Frémiet n'est que la mise en vitrine d'un bureau et d'objets lui ayant appartenu, donc non classé en local à risques moyens d'incendie R10§3. Présence d'une niche grillagée contre mur plein avec couverture pare-flammes de degré 1 heure, faisant office de stockage des bouteilles de CO₂ et N₂ qui assure la distribution en gaz spéciaux de l'établissement.

Les dégagements pour l'évacuation des personnes sont détaillés de la façon suivante :

DESIGNATION	Public	Personnel	Cumul	Dégagements exigibles	Dégagements réalisés	OBSERVATIONS
Rez-de-chaussée B1			190	2 dégagements totalisant 3 UP	3 dégagements totalisant 9 UP	
Rez-de-chaussée B2			265	2 dégagements totalisant 4 UP	3 dégagements totalisant 6 UP	Nota
Sous-sol	/					2 accès techniques

Nota : la passerelle permet l'évacuation accessoire du public du B2 vers le B1, les portes de recoupement sont donc à simple action dans le sens de l'évacuation.

L'évacuation rapide du public en situation de handicap s'effectue avec un nombre adapté de dégagements praticables de plain-pied pour cet établissement à simple rez-de-chaussée.

Cet établissement possède les équipements techniques suivants :

- une **installation de chauffage** par radiateurs à circulation d'eau chaude alimentés par une ~~sous-station~~ de chauffage échangeur thermique ;
- une **installation de gaz** (citerne propane) destinée à l'alimentation des salles d'enseignement technique ;
- un éclairage de sécurité assurant la **fonction d'évacuation** au moyen de blocs d'éclairage autonomes ;
- un système de sécurité incendie de **catégorie A** associé à un équipement d'alarme générale de **type 1** comprenant des déclencheurs manuels, des diffuseurs sonores, des **détecteurs automatiques d'incendie dans les locaux à risques / les salles de TP / les salles d'expérimentation et de support / les circulations** et **flashs lumineux** dans les sanitaires dits isolés. Le SSI assure la fermeture automatique des portes de recoupement des circulations et de la passerelle ainsi que le déverrouillage des issues de secours et de certaines portes de recoupement à contrôle d'accès sans temporisation. Une temporisation de 5 minutes permet au PC sécurité du Campus d'effectuer une levée de doute, un **tableau répéteur** est installé au secrétariat du bâtiment. A noter que le SSI couvre également le bâtiment A, chaque bâtiment représentant une zone d'alarme égale à la zone de compartimentage (ZA-BIO A = ZC-BIO A, ZA-BIO B = ZC-BIO B) ;

- un **téléphone urbain** permettant l'alerte des sapeurs-pompiers via le PC ;
- des **extincteurs** à eau pulvérisée de 6 litres et des extincteurs appropriés aux risques particuliers ;
- un **groupe électrogène** ;
- un **dispositif de mesure du taux d'oxygène** dans le local stockage azote.

La **défense extérieure contre l'incendie** est assurée par 3 Points d'Eau d'Incendie (PEI), du type poteau d'incendie de 100 - normalisé NF EN 14384 ou NF S 61-213 d'un débit minimum unitaire de 60 m³/h.

Données TECHNIFEU du 08/07/2019 :

- PEI n°9 (143 m³/h de débit max, 8 bars de pression statique, 135 m³/h à 1 bar) ;
- PEI n°12 (269 m³/h de débit max, 7 bars de pression statique, 255 m³/h à 1 bar) ;
- PEI n°13 (172 m³/h de débit max, 6 bars de pression statique, 156 m³/h à 1 bar).

La **surveillance** organisée par le chef d'établissement est assurée par des personnes désignées et entraînées à la mise en œuvre des moyens de secours (report d'alarme au PC Sécurité du Campus des Cézeaux constitué d'un service de sécurité incendie et report sur portable d'astreinte en dehors des heures d'ouverture).

II- TEXTES APPLICABLES À L'ÉTABLISSEMENT :

↳ Code de la construction et de l'habitation traitant de la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (Articles R.143-1 à R.143-47, R.184-4 et R.184-5).

↳ Arrêté du 25 juin 1980 modifié relatif à la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (Deuxième partie - Livre premier, articles GN).

↳ Arrêté du 25 juin 1980 modifié relatif à la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (Deuxième partie - Livre II - Dispositions Générales, articles GE1 à MS75).

↳ Arrêté du 4 juin 1982 modifié relatif à la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements d'enseignement et colonies de vacances (Dispositions Particulières - Type R).

Par ailleurs, les locaux réservés au personnel sont assujettis aux dispositions du Code du Travail, et plus particulièrement à sa Quatrième Partie, « santé et sécurité au travail », livre II, titre 1er « Obligations du maître d'ouvrage pour la conception des lieux de travail » et titre II « Obligations de l'employeur pour l'utilisation des lieux de travail ».

III- DÉTERMINATION DE L'EFFECTIF :

L'effectif des personnes susceptible d'être admis simultanément a été déterminé lors de l'examen du permis de construire n° PC 014 17 G 0027 M01 – AT 014 19 G 0009 par la S/C ERP-IGH du 25/06/2019, en application de l'article R2, selon la déclaration du chef d'établissement à :

EXPLOITATION	Effectif du public	Effectif du personnel	Cumul « foisonné »	Total
Rez-de-chaussée B1	67	128	190	190 personnes
Rez-de-chaussée B2	205	23	265	265 personnes
	272	151		455 personnes

En application de l'article R1§4, la bibliothèque, la collection Fauré Frémiet et la salle d'exposition MU-01 ne sont soumis qu'aux dispositions du type R.

IV- CLASSEMENT :

Cet établissement isolé, est classé en type **R** de catégorie **3** en application des articles R.143-18, R.143-19, GN1 et R2.

V- DOCUMENTS CONSULTÉS :

↳ **L'exploitant déclare avoir réalisé des modifications¹ sans demande d'autorisation de travaux au titre du CCH : (descriptif des travaux)**

¹ sont exclus les travaux d'entretien, les travaux de réparation courante ou ceux de la remise en état d'un élément existant de construction ou d'équipement

- sous station remplacée par échangeur thermique.

↳ Concernant les vérifications techniques et consignes devant renseigner le registre de sécurité pour le contrôle périodique (art. R143-44, GE3 et MS48) :

Nature	Date du contrôle	Organisme Agréé ou Technicien Compétent	Observations
Chauffage, ventilation, climatisation annuelles par un technicien compétent (CH39, CH58§2)		DALKIA	Contrat de maintenance. Réunions trimestrielles.
Gaz annuelles par un technicien compétent (GZ 30§2)	30/10/2023	Qualiconsult	Citerne propane. 2 observations dont 1 levée.
Installations électriques annuelles par un technicien compétent (EL19) vérifications EL et EC	18/04/2023	GRETCO	4 observations dont 3 levées.
protection des travailleurs décret 14/11/1998 abrogé par décrets du 30 août 2010 annuelles par OA arrêtés du 26 décembre 2011 et du 30 avril 2012	18/04/2023	GRETCO	15 observations dont 5 levées.
SSI A et B Triennales par OA (MS73§2)		SOCOTEC	RDV pris semaine prochaine.
Annuelles par un technicien compétent (contrat MS68))	23/06/2023	CHUBB Sécurité	-
Extincteurs annuelles par un technicien compétent (MS73§2)	12/04/2023	EUROFEU	-
Fluides médicaux annuelles par un technicien compétent (U64)	05/10/2022	APAVE	6 observations.

Nature	Observations
Consignes établies en cas d'incendie y compris les consignes d'évacuation prenant en compte les différents types d'handicap (GE3)	Annexée au registre de sécurité.
État du personnel chargé du service de sécurité (MS45, MS48)	PC Sécurité.
Exercice d'évacuation : (MS51, MS67, R4227-39)	08/11/2022 - 2 minutes.

VI- ESSAIS RÉALISÉS AU COURS DE LA VISITE :

Équipements	Localisation	Fonctionnement	Observations
Coupure d'urgence de l'installation électrique ↳ maintien de l'alimentation normale des installations de sécurité	Entrée principale B1.	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Éclairage de sécurité ↳ d'évacuation		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Système de sécurité incendie ↳ détection automatique ↳ déclencheur manuel ↳ alarme ↳ compartimentage ↳ déverrouillage issues ↳ flashes lumineux	DAI au-dessus de la rampe PMR B2. Non testé. Non vérifiable. Sanitaires.	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	 Pas constaté. Les portes sont déverrouillées aux heures d'ouverture (programmation).
Téléphone/Moyen d'alerte ↳ fonctionnement en l'absence de source normale de l'alimentation électrique		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	2 téléphones en direct avec le PC sécurité (hall B1 + hall B2).

VII- PRESCRIPTIONS :

ARTICLE	PRESCRIPTIONS PERMANENTES
R143.34 R143.37 GE6 à GE10	<p><u>Vérification des installations techniques et des moyens de secours :</u></p> <p>Faire procéder périodiquement en cours d'exploitation, aux opérations d'entretien et de vérification réglementaires des installations et équipements techniques, selon les dispositions du règlement de sécurité.</p> <p>Les organismes agréés (OA) devront établir un rapport conformément aux dispositions de l'article GE9 (rapport de vérification réglementaire après travaux, rapport de vérification réglementaire en exploitation, rapport de vérification réglementaire sur mise en demeure), lorsque leur intervention est prévue.</p> <p>Les techniciens compétents devront établir un rapport faisant apparaître, l'objet de la vérification avec le rappel de l'article réglementaire (voir ci-dessous), l'état de bon fonctionnement et d'entretien de l'installation, les éventuelles observations, le cachet de l'entreprise, la date, le nom et la signature du vérificateur.</p>
CH39, CH58 GZ30 EL19	<p>Rappel des périodicités :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ chauffage, ventilation : annuelle par un technicien compétent ; ➤ gaz : annuelle par un technicien compétent ; ➤ installations électriques : annuelle par un technicien compétent (réglementation ERP) et annuelle par un OA (protection des travailleurs) ;
MS68	<ul style="list-style-type: none"> ➤ SSI A et B : triennale par OA, annuelle par un technicien compétent (contrat) ;
MS73 U64	<ul style="list-style-type: none"> ➤ extincteurs : annuelle par un technicien compétent ; ➤ gaz médicaux : annuelle par un technicien compétent.

ARTICLE	PRESCRIPTIONS PERMANENTES
	Reporter, sur le registre de sécurité, les dates des divers contrôles. Les éventuelles levées d'observation devront faire référence au rapport de vérification et aux numéros d'observation. Elles devront également faire apparaître le cachet de l'entreprise, la date, le nom et la signature du technicien ayant effectué les travaux.
L122-3 R122-7	Les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou la modification de l'établissement ne peuvent être exécutés qu'après autorisation délivrée par l'autorité administrative qui vérifie leur conformité à la réglementation. Il en est de même en ce qui concerne les modifications d'exploitation, d'effectifs et ce même sans travaux.
R122-8	Cette autorisation ne peut être délivrée que si les travaux projetés sont conformes aux règles de sécurité.
R122-11 R143.22 GE2§1	<p>Le dossier permettant de vérifier la conformité d'un établissement recevant le public avec les règles de sécurité tel que prévu à l'article R. 143-22 du code de la construction et de l'habitation doit contenir :</p> <ul style="list-style-type: none"> – L'imprimé Cerfa approprié à l'instruction : • <u>Dans le cas où les travaux ne sont pas assujettis à demande de permis de construire ou permis d'aménager :</u> <ul style="list-style-type: none"> – L'imprimé Cerfa n°13824 prévu pour demande d'autorisation de construire, aménager ou modifier un établissement recevant du public, déposée au titre de l'article L. 122-3 du code de la construction et de l'habitation (CCH). Le bordereau de dépôt des pièces à joindre à chaque demande d'autorisation précise les pièces utiles à l'instruction de la demande et à l'avis délivré par les autorités compétentes. • <u>Dans le cas où les travaux sont assujettis à demande de permis de construire ou permis d'aménager :</u> <ul style="list-style-type: none"> – L'imprimé Cerfa n°13409 de la demande de permis de construire permettant d'identifier la destination et l'engagement « solidité à froid » prévu par l'article 45 du décret du 8 mars 1995 – L'imprimé Cerfa relatif au dossier spécifique permettant de vérifier la conformité des établissements recevant du public aux règles de sécurité contre l'incendie et la panique. Le bordereau de dépôt des pièces à joindre à chaque demande d'autorisation précise les pièces utiles à l'instruction de la demande et à l'avis délivré par les autorités compétentes. – Une notice récapitulant les dispositions prises pour satisfaire aux mesures prévues par le règlement de sécurité ; – Un plan de situation, des plans de masse et de façades des constructions projetées faisant ressortir, d'une part, les conditions d'accessibilité des engins de secours, et plus particulièrement les largeurs des voies et les emplacements des baies d'intervention pompiers, et, d'autre part, la présence de tout bâtiment ou local occupé par des tiers ; – Afin de vérifier des points particuliers concernant le règlement de sécurité, des plans de coupe et des plans de niveaux, ainsi qu'éventuellement ceux des planchers intermédiaires aménagés dans la hauteur comprise entre deux niveaux ou entre le dernier plancher et la toiture du bâtiment ; – Lorsque le projet nécessite une demande de dérogation au présent règlement, le dossier doit comporter pour chaque point dérogatoire une fiche indiquant notamment les règles auxquelles il est demandé de déroger (références articles et libellé du point de la règle concernée), les éléments du projet auxquels elles s'appliquent (localisation sur les plans)

ARTICLE	PRESCRIPTIONS PERMANENTES
	<p>et la justification des demandes (motivation et mesures compensatoires proposées) ;</p> <p>En application du second principe de l'article GN 8, le dossier de sécurité devra également présenter la ou les solutions retenues pour l'évacuation des personnes de chaque niveau de la construction en tenant compte des différentes situations de handicap.</p> <p>Compte tenu des délais d'instruction prévus par le code de l'urbanisme et le code de la construction et de l'habitation, <u>les dossiers doivent être déposés en mairie au moins 4 mois avant le début des travaux envisagés.</u></p>
CO1 CO2§4 Arrêté Préfectoral portant Règlement Opérationnel des S.I.S. 63	<p>Garantir en permanence la desserte des bâtiments y compris en saison hivernale. A cet effet, les bornes escamotables, barrières à chaîne, potelets et barrières éventuels doivent pouvoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Être rétractables, rabattables ou déplaçables par simple poussée ou traction, être escamotables, à fermeture par cadenas sécable, être d'un poids inférieur à 15 Kg pour les appareils portables ; • Être déverrouillables à l'aide de triangle de manœuvre (triangle de manœuvre de 11 mm) ; • Être débrayables lorsqu'ils sont motorisés. <p>Aucun dispositif de type clé, passe, télécommande ou autre moyen non-conforme aux points ci-dessus n'est accepté par le service départemental d'incendie et de secours (SDIS) du Puy-de-Dôme. En cas d'installation d'un dispositif de contrôle des accès, le propriétaire ou l'exploitant, devant permettre l'accès des secours sans délai, peut interroger le groupement de mise en œuvre opérationnelle du SDIS afin de connaître la validité de son dispositif.</p>
R33	<p>Effectuer des exercices pratiques d'évacuation ayant pour objectif d'entraîner les élèves et le personnel sur la conduite à tenir en cas d'évacuation. Ces exercices doivent être représentatifs d'une situation réaliste préparée à l'avance et être l'occasion d'une information des élèves et du personnel. Les conditions de leur déroulement et le temps d'évacuation doivent être consignés sur le registre de sécurité. Prendre connaissance des guides disponibles en téléchargement sur le site : https://www.education.gouv.fr/les-publications-de-l-observatoire-national-de-la-securite-et-de-l-accessibilite-des-etablissements</p>
MS45 MS46§2 MS57 MS66	<p>Assurer la surveillance de l'établissement pendant la présence du public par :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ des personnes désignées et entraînées à la manœuvre des moyens de secours. <p>Ces personnes doivent assurer la sécurité générale dans l'établissement et ont notamment pour mission :</p> <ol style="list-style-type: none"> a) De connaître et de faire appliquer les consignes en cas d'incendie, notamment pour ce qui concerne les dispositions mises en œuvre pour l'évacuation des personnes en situation de handicap ; b) De prendre éventuellement, sous l'autorité de l'exploitant, les premières mesures de sécurité ; c) D'assurer la vacuité et la permanence des cheminements d'évacuation jusqu'à la voie publique ; d) De diriger les secours en attendant l'arrivée des sapeurs-pompiers, puis de se mettre à la disposition du chef de détachement d'intervention des sapeurs-pompiers ; e) De veiller au bon fonctionnement du matériel et des équipements de protection contre l'incendie, d'en effectuer ou de faire effectuer les essais et l'entretien (moyens de secours du présent chapitre, dispositif de fermeture des portes, de désenfumage, d'éclairage de sécurité, groupes moteurs thermiques-générateurs, etc.) ;

ARTICLE	PRESCRIPTIONS PERMANENTES
MS52	<p>f) D'organiser des rondes pour prévenir et détecter les risques d'incendie et de panique, y compris dans les locaux non occupés.</p> <p>Pendant la présence du public, l'exploitant ou son représentant doit se trouver dans l'établissement pour décider des éventuelles premières mesures de sécurité.</p> <p>Lorsque les conditions d'exploitation le justifient, il peut être admis que l'exploitant ou son représentant ne soit pas en permanence dans l'établissement sous réserve :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ d'être joignable en permanence et en mesure de rejoindre l'établissement dans les délais les plus courts ; ➤ que des consignes claires soient données au service de sécurité incendie présent sur le site.

ARTICLE	PRESCRIPTIONS ANCIENNES MAINTENUES
Normes SSI	<p>Mettre à jour le dossier d'identité SSI, après s'être assuré que la programmation est conforme à l'extension de la détection incendie dans les locaux à risques d'incendie demandée en prescription n°13 de la S/C ERP-IGH du 25/06/2019.</p> <p>Nota VIP 2024 : document se trouvant au PC Sécurité (non présenté), ajout de 5 têtes de détections.</p>
	<u>Visite périodique du 26/02/2021</u>
GE2	Déposer une autorisation de travaux avant utilisation de la réserve foncière.
GZ16	S'assurer que les locaux alimentés en gaz disposent de ventilations.
	Déposer l'ancien arrêt d'urgence ventilation (animalerie).

ARTICLE	PRESCRIPTIONS NOUVELLES
R143.44	Continuer de tenir à jour un registre de sécurité et y annexer les rapports de vérification des installations techniques et des moyens de secours.
GE9 R143.34	<p>Effectuer les travaux afin de remédier aux observations notées sur les rapports de vérifications :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ des installations de gaz ; ➤ des installations électriques ; ➤ des fluides médicaux. <p>Annexer les justificatifs à chaque rapport (levée d'observation).</p>
CO47	Déposer les dispositifs neutralisant l'action des ferme-portes. Si pour des raisons d'exploitation, certains blocs-portes doivent être maintenus en position d'ouverture, installer des dispositifs à fermeture automatique conformes aux dispositions de l'article CO47.
EL11	Interdire l'utilisation de fiches multiples, le nombre de prise de courant doit être adapté à l'utilisation pour limiter l'emploi de socles mobiles (bureaux et salle de pause).
L122-3 R122-7	Déposer en mairie une demande d'autorisation de travaux permettant de s'assurer de la conformité des mesures mises en œuvre dans le cadre des travaux relatifs au remplacement de la sous-station de chauffage par un échangeur thermique.

**PROCÈS-VERBAL DE LA COMMISSION D'ARRONDISSEMENT DE SÉCURITÉ (CAS) DE
CLERMONT-FERRAND CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE DANS LES ERP**

CODE : E01400232-000
ÉTABLISSEMENT : UCA – CEZEAUX – BIOLOGIE B
ADRESSE : 5 impasse Amélie Murat – Campus des Cézeaux
COMMUNE : 63170 AUBIERE
Suivi par : Agent préventionniste SDIS 63
Date de la visite en GV : 16/02/2024
Type de visite : Périodique

Remarques formulées en séance :

-

 -

 -

 -

☐ **NÉANT**

AVIS DE LA CAS DE CLERMONT-FERRAND :

En application des dispositions du Code de la Construction et de l'Habitation, du Règlement de Sécurité dans les Établissements Recevant du Public et au regard des observations figurant dans le présent rapport du Groupe de Visite présenté par l'Officier de Prévention du Service Départemental d'Incendie et de Secours, rapporteur devant les membres, la commission d'arrondissement , réunie en séance plénière, émet un :

☒ **AVIS FAVORABLE à la poursuite de l'exploitation**

☐ **AVIS DÉFAVORABLE à la poursuite de l'exploitation**

RAPPEL DES OBLIGATIONS DU MAIRE :

1) Dans le cadre de son autorité de police, le Maire de la commune doit :

- notifier à l'exploitant par voie administrative ou lettre recommandée avec accusé de réception sa décision portant sur l'autorisation de fonctionnement prise par arrêté municipal, qui fixera, le cas échéant, la nature des travaux à réaliser ainsi que les délais d'exécution (R 143-23, R 143-39, R 143-42, R 143-45 du Code de la Construction et de l'Habitation). ;

- transmettre une ampliation de la décision à la Préfecture du département du Puy-de-Dôme.

2) Les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou la modification de l'établissement ne peuvent être exécutés qu'après autorisation délivrée par l'autorité administrative qui vérifie leur conformité à la réglementation par consultation de la sous-commission départementale de sécurité. Il en est de même en ce qui concerne les modifications d'exploitation, d'effectifs et ce même sans travaux.

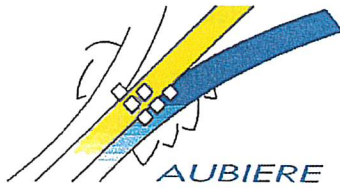
Cette autorisation ne peut être délivrée que si les travaux projetés sont conformes aux règles d'accessibilité et de sécurité (L 122-3 , R 122-7, R 122-8, R 122-11 du Code de la Construction et de l'Habitation).

Fait à Clermont-Ferrand, le 23 avril 2024

**Le Président de la Commission
d'Arrondissement de Sécurité de Clermont-Ferrand**



Neil MARION



PL. M./Sa. S.

Envoyé en préfecture le 14/05/2024

Reçu en préfecture le 14/05/2024

Publié le

ID : 063-216300145-20240513-2024_10MENF-AR



EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

Le Maire de la Commune d'AUBIERE,

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.2212-2 ;
- VU le Code de la Construction et de l'Habitation, et notamment ses articles R. 123-1 à R. 123-55, R. 152-6 et R. 152-7 ;
- VU le décret n° 95-260 du 8 Mars 1995 modifié relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité ;
- VU l'arrêté du Ministre de l'Intérieur du 25 Juin 1980 modifié, portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public (ERP) ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2021 0633 du 08 Avril 2021 relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité, à ses sous-commissions spécialisées et aux Commissions d'Arrondissement pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP ;
- CONSIDERANT l'avis **FAVORABLE** proposé par le Groupe de visite de la Commission d'Arrondissement de Sécurité en date du **16 Février 2024** lors de la **visite périodique** ;
- CONSIDERANT l'avis **FAVORABLE** émis par la Commission d'Arrondissement pour la sécurité contre les risques d'Incendie et de panique dans les ERP & IGH lors de la séance plénière du **23 Avril 2024** concernant la **visite périodique**.

ARRÊTÉ

**autorisant le maintien en fonctionnement d'un Etablissement Recevant du Public
«UCA – CEZEAUX – BIOLOGIE B»**

ARTICLE I : - L'établissement dénommé « UCA – CEZEAUX – BIOLOGIE B » sis 5 impasse Amélie Murat – Campus des Cézeaux à AUBIERE (63) classé en type R de la 3ème catégorie relevant de la réglementation des ERP est autorisé à poursuivre son exploitation :

ARTICLE II : - Conformément à l'avis de la Commission d'Arrondissement de Sécurité, le délai fixé pour la prochaine visite périodique de l'établissement est prévu en **Février 2027**.

ARTICLE III : - La poursuite d'exploitation est conditionnée par la réalisation, le cas échéant, après déclaration ou autorisation de travaux, des prescriptions émises par la Commission d'Arrondissement de Sécurité en date du **16 Février 2024** dans les délais fixés ci-dessous :

^ **Prescriptions anciennes maintenues : 4 mois à compter de la notification du présent arrêté**

^ **Prescriptions nouvelles : 4 mois à compter de la notification du présent arrêté**

Transmettre à la Mairie d'AUBIERE, les justificatifs des travaux réalisés et ce avant le délai fixé ci-dessus

ARTICLE IV : - A la réalisation des prescriptions, ou, dans les cas, à l'expiration du (des) délai(s), l'exploitant tient informé le Maire afin qu'il puisse apprécier l'opportunité de solliciter le passage de la Commission de Sécurité.

ARTICLE V : - L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du Code de la Construction et de l'Habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

ARTICLE VI : - Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipement, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, doivent faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en est de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

ARTICLE VII : - Conformément aux articles R.421-I et suivants du Code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois, à compter de l'accomplissement des formalités de publicité. Il est également possible de former un recours administratif gracieux auprès de l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les deux mois qui suivent la réponse. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut décision implicite de rejet. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr ».

ARTICLE VIII : - La Directrice Générale des Services, le Commissaire de Police territorialement compétent, ainsi que l'exploitant de l'établissement susvisé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Envoyé en préfecture le 14/05/2024

Reçu en préfecture le 14/05/2024

Publié le

ID : 063-216300145-20240513-2024_10MENF-AR

Berger
Levrault

Fait à Aubière, le 13 Mai 2024

Le Maire,
Par délégation du Maire

Claude AIGUESPARSES
Adjoint à l'Urbanisme

